

de l'État en vertu de l'article 28 de la Loi sur l'administration fiscale, (RLRQ, chapitre A-6.002).

ARTICLE 9. REDDITIONS DE COMPTE ET RAPPORTS

9.1. Rapport opérationnel

- 9.1.1. Au plus tard soixante (60) jours après la fin de l'Année financière, l'Entreprise doit transmettre au Centre intégré et au Ministre un rapport annuel des activités relatives au volet opérationnel, dans un gabarit ayant le contenu prévu à l'Annexe 9.1.1 du Contrat (ou tout autre gabarit ayant substantiellement le même contenu, notamment en format informatique (ex : CSV/Excel) que le Ministre pourrait raisonnablement déterminer de temps à autre et transmettre à l'Entreprise au moins quatre-vingt-dix (90) jours avant que ce gabarit ne devienne applicable).
- 9.1.2. Le Ministre et le Centre intégré disposent d'un droit d'audit, à leurs frais, sur les renseignements du rapport annuel sur les activités relatives au volet opérationnel.
- 9.1.3. Pour permettre la réalisation de cet audit, le cas échéant, le Ministre et le Centre intégré doivent indiquer leur intention de conduire un tel audit en donnant un avis dans les soixante (60) jours du dépôt du rapport par l'Entreprise. L'audit lui-même n'a pas à être tenu à l'intérieur de soixante (60) jours, mais doit être convenu dans un délai raisonnable et de manière à ne pas nuire aux activités de l'Entreprise (ex : fin d'Année financière).
- 9.1.4. L'audit porte uniquement sur l'Année financière visée par le rapport annuel des activités relatives au volet opérationnel. Le mandat donné à l'auditeur doit obligatoirement prévoir les éléments suivants:
 - a) l'audit et le rapport préparé par l'auditeur à l'attention du Ministre et du Centre intégré ne doit porter que sur la validation des renseignements contenus au rapport annuel des activités du volet opérationnel;
 - b) l'auditeur est tenu au secret professionnel et au devoir de confidentialité, tel que l'exige sa profession, et tous les renseignements sources contenus dans tout document de l'Entreprise ou fourni par elle et consulté par l'auditeur pour valider les renseignements contenus au rapport annuel des activités du volet opérationnel sont confidentiels, et l'auditeur ne peut, sans le consentement écrit de l'Entreprise, reproduire ou divulguer ces renseignements sources, en tout ou en partie, à qui que ce soit;
 - c) une copie de la lettre-mandat et de la liste des documents dont l'auditeur requiert la consultation (sans limiter l'accès de l'auditeur

à l'information nécessaire une fois sur place) doivent être transmis à l'Entreprise au moins quatorze (14) jours avant la date convenue pour l'audit;

d) une copie du rapport d'audit doit être transmise à l'Entreprise.

9.1.5. Les Parties conviennent que, malgré la confidentialité de certains renseignements transmis dans le cadre du rapport annuel des activités relatives au volet opérationnel, le Centre intégré ou le Ministre peuvent calculer et divulguer publiquement des moyennes régionales (ou suprarégionales, lorsque la moyenne régionale permettrait l'identification de l'Entreprise) et nationales.

9.2. Rapports financiers

9.2.1. Dès que ce document est disponible, mais au plus tard cent quatre-vingts (180) jours après la fin de l'Année financière, l'Entreprise doit fournir au Centre intégré un rapport de procédures convenues d'un comptable professionnel agréé qui n'est pas à l'emploi de l'Entreprise ou d'une société liée à celle-ci confirmant la plausibilité des coûts de main-d'œuvre facturés par l'Entreprise. Ce rapport devra être conforme aux instructions relatives à la mission de procédures convenues détaillées à l'Annexe 9.2.1 du Contrat.

9.2.2. Le Centre intégré dispose d'un droit d'audit, à ses frais, sur les renseignements du rapport de procédures convenues.

9.2.3. Dès que ces documents sont disponibles, mais au plus tard cent quatre-vingts (180) jours après la fin de l'Année financière, l'Entreprise doit transmettre au Ministre une copie de ses états financiers annuels audités (préparés conformément aux normes comptables canadiennes pour les entreprises à capital fermé ou à tout autre référentiel comptable applicable à la situation de l'Entreprise conformément aux principes comptables généralement reconnus canadiens) pour ses activités ambulancières, en plus d'une version de ceux-ci transposés dans un gabarit budgétaire et de reddition de compte ayant le contenu prévu à l'Annexe 9.2.3 du Contrat (ou tout autre gabarit ayant substantiellement le même contenu, notamment en format informatique (ex : CSV/Excel) que le Ministre pourrait raisonnablement déterminer de temps à autre et transmettre à l'Entreprise au moins quatre-vingt-dix (90) jours avant que ce gabarit ne devienne applicable). Les informations contenues dans ce gabarit doivent être présentées par Année financière (a) de manière cumulée pour tous les Permis d'exploitation de l'Entreprise; et (b) par Permis d'exploitation. Le défaut par l'Entreprise de respecter cette obligation dans le délai précité entraîne une retenue d'un montant équivalent à 15 % des acomptes versés et des montants facturés par Période de facturation, et ce, tant et aussi longtemps que subsiste ce défaut.

- 9.2.4. Le Ministre dispose d'un droit d'audit, à ses frais, sur les renseignements des états financiers audités et ceux transposés dans le gabarit prévu à l'article 9.2.3 du Contrat.
- 9.2.5. Pour permettre la réalisation des audits visés aux articles 9.2.2 ou 9.2.4 du Contrat, le cas échéant, le Centre intégré ou le Ministre, selon le cas, doit indiquer son intention de conduire un tel audit en donnant un avis dans les soixante (60) jours du dépôt par l'Entreprise du rapport de procédures convenues (dans le cas de l'audit visé à l'article 9.2.2 du Contrat) ou des états financiers audités et gabarit (dans le cas de l'audit visé à l'article 9.2.4 du Contrat). L'audit lui-même n'a pas à être tenu à l'intérieur de soixante (60) jours, mais doit être convenu dans un délai raisonnable et de manière à ne pas nuire aux activités de l'Entreprise (ex : fin d'Année financière).
- 9.2.6. Les audits visés aux articles 9.2.2 et 9.2.4 du Contrat portent uniquement sur l'Année financière visée par le rapport de procédures convenues (dans le cas de l'audit visé à l'article 9.2.2 du Contrat) ou par les états financiers audités et gabarit (dans le cas de l'audit visé à l'article 9.2.4 du Contrat). Le mandat donné à l'auditeur doit obligatoirement prévoir les éléments suivants :
- a) l'audit et le rapport préparé par l'auditeur à l'attention du Centre intégré (dans le cas de l'audit visé à l'article 9.2.2 du Contrat) ou à l'attention du Ministre (dans le cas de l'audit visé à l'article 9.2.4 du Contrat) ne doit porter que sur la validation des renseignements contenus dans le rapport de procédures convenues (dans le cas de l'audit visé à l'article 9.2.2 du Contrat) ou dans les états financiers audités et gabarit (dans le cas de l'audit visé à l'article 9.2.4 du Contrat);
 - b) l'auditeur est tenu au secret professionnel et au devoir de confidentialité, tel que l'exige sa profession, et tous les renseignements sources contenus dans tout document de l'Entreprise ou fourni par elle et consulté par l'auditeur pour valider les renseignements contenus dans le rapport de procédures convenues (dans le cas de l'audit visé à l'article 9.2.2 du Contrat) ou dans les états financiers audités et gabarit (dans le cas de l'audit visé à l'article 9.2.4 du Contrat) sont confidentiels, et l'auditeur ne peut, sans le consentement écrit de l'Entreprise, reproduire ou divulguer ces renseignements sources, en tout ou en partie, à qui que ce soit;
 - c) une copie de la lettre-mandat et de la liste des documents dont l'auditeur requiert la consultation (sans limiter l'accès de l'auditeur à l'information nécessaire une fois sur place) doivent être transmis à l'Entreprise au moins quatorze (14) jours avant la date convenue pour l'audit;

- d) une copie du rapport d'audit doit être transmise à l'Entreprise.
- 9.2.7. Advenant qu'un audit révèle que l'Entreprise a reçu une somme supérieure à ce qui lui était véritablement dû, l'Entreprise doit rembourser la somme reçue en trop dans les trente (30) jours d'une demande du Centre intégré à cet effet et si, à l'inverse, l'audit révèle la réception d'une somme inférieure, le Centre intégré doit payer la différence dans les trente (30) jours de la réception d'une facture à cet effet de l'Entreprise.
- 9.2.8. Le Ministre reconnaît que les renseignements contenus dans les états financiers audités et le gabarit visés à l'article 9.2.3 du Contrat sont des renseignements financiers de nature confidentielle habituellement traités par l'Entreprise de façon confidentielle. Sous réserve des privilèges parlementaires dont jouit l'Assemblée nationale du Québec, le Ministre s'engage à ne pas communiquer ces renseignements à un tiers sans le consentement écrit et préalable de l'Entreprise.
- 9.2.9. Les Parties conviennent que, malgré la confidentialité des renseignements contenus dans les états financiers audités et le gabarit visés à l'article 9.2.3 du Contrat, le Ministre peut calculer et divulguer publiquement des moyennes régionales (ou suprarégionales, lorsque la moyenne régionale permettrait l'identification de l'Entreprise) et nationales.

ARTICLE 10. REPRÉSENTATIONS ET GARANTIES

L'Entreprise représente et garantit au Ministre et au Centre intégré ce qui suit :

- 10.1. Elle a été dûment constituée et organisée dans sa juridiction. Elle est une entité valide, existante et en règle en vertu des Lois applicables qui la régissent;
- 10.2. Par l'intermédiaire de son représentant dûment autorisé, elle a la capacité et le pouvoir de signer le Contrat et d'exécuter ses obligations en vertu de celui-ci; elle possède toutes les compétences, la formation et l'expertise aux fins de rendre les Services ambulanciers conformément aux modalités énoncées au Contrat;
- 10.3. Elle détient et s'engage à maintenir en vigueur tous les droits, permis et autorisations nécessaires aux fins de rendre les Services ambulanciers conformément aux modalités du Contrat, dont notamment l'autorisation délivrée par l'Autorité des marchés publics conformément au chapitre V.2 de la Loi sur les contrats des organismes publics (RLRQ, chapitre C-65.1). Ses permis sont actuellement en vigueur et elle n'a reçu aucun avis à l'effet que ceux-ci allaient être suspendus, révoqués ou autrement annulés. Rien de ce qu'elle fait n'enfreint de quelque manière que ce soit toute modalité, condition ou disposition en vertu de laquelle un permis a été accordé ou à laquelle tout permis est assujéti. Elle s'engage à remettre une copie de ses permis et autorisations au Centre intégré, sur demande de celui-ci;

ANNEXE 9.1.1

RAPPORT ANNUEL DES ACTIVITÉS RELATIVES AU VOLET OPÉRATIONNEL

L'Entreprise doit fournir les données suivantes relatives au volet opérationnel de leurs activités :

- Nom et coordonnées de son répondant;
- Le nom du syndicat représentant les TAP à son emploi, et ce, par permis et par Zone.
- Nombres d'Ambulances au permis;
- Nombre de TAP à temps complet régulier;
- Nombre de TAP à temps partiel régulier;
- Nombre de TAP à temps partiel occasionnel;
- Nombre d'Heures de dépassement;
- Nombre de périodes de repas interrompus;
- Nombre d'Affectations effectuées;
- Nombre de transports effectués en vertu du Contrat;
- Nombre de non-résidents transportés en vertu du Contrat;
- Nombre de rapports AS-810 (« Déclaration de transport des usagers ») produits;
- Nombre de chefs aux opérations / superviseurs (encadrement de premier niveau) :
 - **Facultatif** : Nombre d'heures travaillées par les chefs aux opérations / superviseurs;
 - **Facultatif** : Nombre d'Affectations supervisées par les chefs aux opérations / superviseurs;
- Le registre des Heures de formation suivies par les TAP à son emploi, conformément à l'article 4.10.5 du Contrat;
- Nombre d'heures de Services complémentaires;

- Mesures d'urgence et sécurité civile :
 - Nombre de convocations et de participations à des rencontres de planification, de préparation ou de mise en application;
 - Nombre de convocations et de participations à des simulations (présenter la liste);
- Participation aux stages du DEC en soins préhospitaliers d'urgence :
 - Nombre de chargés de formation clinique de l'Entreprise attitrés aux étudiants du cursus DEC;
 - Nombre de stagiaires du cursus DEC accueillis par l'Entreprise.